



CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 2 juin 2014
(OR. en)

8942/2/14
REV 2

COPEN 120
CATS 60
EUROJUST 81
EJN 47

NOTE POINT "I/A"

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
Objet:	Conclusions du Conseil sur le rapport annuel d'Eurojust 2013

1. Les délégations trouveront ci-joint un projet de conclusions du Conseil sur le rapport annuel d'Eurojust (année civile 2013).
2. Le projet de conclusions a été présenté lors de la réunion du CATS du 1er avril 2014 et discuté lors de la réunion du groupe "Coopération en matière pénale" (COPEN) du 28 mai 2014 à la suite des observations écrites des délégations.
3. ***Le Coreper est invité à marquer son accord pour que le projet de conclusions du Conseil sur le rapport annuel d'Eurojust, tel qu'il figure en annexe, soit soumis au Conseil pour adoption.***

Conclusions du Conseil sur le rapport annuel d'Eurojust 2013

Le Conseil,

ayant examiné le rapport annuel,

1. se félicite de la publication du rapport annuel 2013 d'Eurojust¹; constate que la plupart des objectifs fixés pour 2013 dans le rapport annuel de 2012 ont été atteints ou que des progrès ont été réalisés;
2. constate une augmentation constante dans le nombre de dossiers traités par Eurojust au cours des cinq dernières années et se félicite que les praticiens se servent de plus en plus des outils de coordination proposés par Eurojust, qu'ils combinent avec succès, à savoir les réunions de coordination, les centres de coordination et les ECE, y compris les outils de financement des ECE;
3. salue les initiatives prises par Eurojust au cours de l'année 2013 en vue de faire progresser la mise en œuvre de la décision Eurojust, d'améliorer ses capacités sur le plan organisationnel et opérationnel et de développer la coopération avec les États tiers et les autres organes de l'Union européenne; relève, à cet égard, qu'Eurojust n'a pas encore fait usage des possibilités offertes par l'article 26 bis, paragraphe 2, de la décision Eurojust pour détacher un magistrat de liaison auprès d'un pays tiers et invite Eurojust à informer le Conseil des effets escomptés du détachement de magistrats de liaison sur son travail opérationnel et d'éventuels projets concrets dans ce sens;
4. soutient les efforts consentis pour améliorer la gouvernance et les méthodes de travail d'Eurojust dans le but d'en améliorer l'efficacité, et notamment les mesures destinées à simplifier le travail du collège en accroissant le temps consacré au travail opérationnel et en réduisant son intervention dans les questions administratives; note que ce point sera débattu par le Conseil dans le contexte de la discussion du projet de règlement;

¹ Doc. 8151/14 EUROJUST 67 CATS 46 EJN 41 COPEN 98 COSI 27 GENVAL 21

5. note qu'Eurojust s'apprête à commander une évaluation externe indépendante de ses activités et de la mise en œuvre de la décision Eurojust, conformément à l'article 41 bis de celle-ci; suggère à cet égard que les conclusions de la 6e série d'évaluations mutuelles consacrées à la mise en œuvre pratique et au fonctionnement des décisions Eurojust et RJE soient prises en considération lorsque le rapport définitif aura été adopté par le Conseil;
6. rappelle qu'il a invité les États membres qui n'avaient pas encore pleinement mis en œuvre la décision du Conseil sur le renforcement d'Eurojust, modifiant la décision du 28 février 2002 instituant Eurojust, à le faire sans tarder;
7. considère que le bon fonctionnement du système de gestion des dossiers (CMS) constitue une base importante pour le travail d'Eurojust; se félicite à cet égard des améliorations apportées au CMS dans un nombre de domaines importants, tels que les fonctions d'enregistrement et de suivi des dossiers, l'exportation, l'importation et l'analyse des données à caractère personnel, les recherches et les rapports, et l'instauration d'un nouvel modèle de sécurité; invite Eurojust à poursuivre ce travail pour améliorer l'efficacité du CMS; prend note des progrès réalisés pour garantir un accès sécurisé au CMS au niveau national, tout en n'ignorant pas que le niveau de mise en œuvre technique varie d'un État membre à l'autre; demande à Eurojust et aux États membres de se conformer aux exigences techniques dans les meilleurs délais; se réjouit d'apprendre qu'Eurojust va accueillir une autre réunion des correspondants de l'ENCS en 2014;
8. note que les notifications des États membres conformément à l'article 13 ne représentent qu'une petite partie des informations communiquées à Eurojust; dans ce contexte, se félicite de la mise au point du formulaire "intelligent" relatif à l'article 13, qui a été élaboré et fourni par Eurojust pour permettre de lui transmettre des informations de manière structurée, et invite les États membres et Eurojust à se conformer aux obligations résultant des articles 13 et 13 bis, respectivement; invite Eurojust à poursuivre ses travaux destinés à rendre plus aisée la transmission structurée d'informations par les États membres à Eurojust;

9. note que le dispositif permanent de coordination (DPC), qui a été mis en place en juin 2011, sera évalué dans le cadre de l'évaluation externe qui sera effectuée dans le courant de l'année 2014; rappelle que le DPC a également été abordé lors de la 6e série d'évaluations mutuelles, et attend avec intérêt le résultat de son évaluation;
10. salue l'engagement actif d'Eurojust pour soutenir les secrétariats et les activités des trois réseaux de praticiens – le RJE, les ECE et le réseau génocide – accueillis par Eurojust;
11. salue en particulier le recours de plus en plus fréquent aux ECE dans les enquêtes transfrontières, le nombre d'ECE étant en augmentation constante: 102 ECE ont bénéficié de l'appui d'Eurojust en 2013;
12. se félicite du lancement du domaine réservé du réseau ECE, accessible aux experts nationaux désignés, qui peuvent y échanger leurs connaissances et leurs bonnes pratiques; encourage le secrétariat du réseau d'experts nationaux sur les ECE à s'efforcer de rendre cet outil pleinement opérationnel en donnant accès aux informations juridiques pratiques pertinentes et en facilitant ainsi la mise en place et le bon fonctionnement des ECE; se félicite également du lancement du projet d'évaluation des ECE, l'établissement à l'avenir de rapports qualitatifs et quantitatifs sur les ECE au moyen d'un outil interactif semblant particulièrement important;
13. salue la détermination d'Eurojust à assurer la continuité du financement des ECE par son propre budget ordinaire après l'expiration, en septembre 2013, de la subvention accordée au titre du programme spécifique "Prévenir et combattre la criminalité", qui a permis à Eurojust de soutenir 95 ECE entre 2010 et septembre 2013; demande aux institutions et organes de l'UE d'assurer des moyens financiers stables pour le financement des ECE au cours du nouvel exercice financier, ce qui est fondamental pour que les enquêtes transfrontières puissent être menées d'une manière efficace;
14. apprécie les formations judiciaires à long terme données aux procureurs et aux juges de huit États membres dans le cadre de la coopération avec le REFJ; encourage Eurojust à poursuivre la mise au point de tels modules de formation et à envisager d'élargir leur portée;

15. note avec satisfaction que la coopération stratégique et opérationnelle améliorée entre Europol et Eurojust est une pratique bien établie, qui renforce la complémentarité et les synergies dans le travail de l'un et de l'autre en appui des autorités nationales; encourage les deux agences à coopérer, tout en tenant compte de leurs mandats spécifiques respectifs, pour éviter tout chevauchement dans leur travail;
16. apprécie les efforts qui ont été faits pour renforcer la coopération entre Eurojust et l'OLAF dans le domaine de la lutte contre la fraude, la corruption et d'autres formes de criminalité affectant les intérêts financiers de l'UE; encourage la mise en œuvre des mesures envisagées pour mettre au point des lignes directrices et des critères de la coopération, et notamment les échanges de résumés de dossiers, qui constituent des mesures concrètes favorisant la coopération;
17. relève la participation active d'Eurojust aux projets de la plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles (EMPACT) et à la préparation du nouveau cycle politique pour les années 2014-2017; estime que, dans les domaines prioritaires en matière de lutte contre la criminalité, l'aspect de la coopération judiciaire devrait être renforcé avec l'assistance d'Eurojust;
18. salue la participation plus active d'Eurojust à la lutte contre les nouvelles formes de criminalité telles que la criminalité financière et la criminalité environnementale, en plus des domaines prioritaires traditionnels dans lesquels il faut agir; se félicite, à cet égard, de l'initiative qu'Eurojust a prise en 2013 de lancer un projet stratégique sur la criminalité environnementale, et estime qu'Eurojust devrait s'efforcer d'identifier les nouvelles formes de criminalité en coopération étroite avec Europol , fournir une analyse des risques et indiquer les réponses à y apporter;

19. apprécie le rôle qu'Eurojust joue actuellement pour faciliter l'exécution de demandes ayant trait au mandat d'arrêt européen (MAE) et à l'entraide judiciaire; demande aux autorités nationales compétentes qui traitent ces demandes de faire appel systématiquement aux services et à l'expertise offertes par Eurojust, qui peuvent faciliter les procédures d'exécution, lorsque cela se justifie, et de s'efforcer de surmonter les problèmes récurrents qui se posent depuis des années dans le traitement des demandes concernant le MAE et l'entraide judiciaire, comme celui des exigences linguistiques pour le MAE; se félicite de l'intention de la présidence grecque et d'Eurojust d'organiser un séminaire stratégique sur le MAE; encourage également le Forum consultatif des procureurs généraux et des directeurs de parquet à aborder cette question lors d'une de ses prochaines réunions; prend note de la nécessité de clarifier, dans le nouveau projet de règlement sur Eurojust, la référence aux "difficultés ou refus récurrents concernant l'exécution de demandes de coopération judiciaire et de décisions dans ce domaine" figurant à l'article 7, paragraphe 3, de la décision Eurojust;
20. salue la contribution d'Eurojust aux discussions sur le nouveau projet de règlement qui vise à améliorer le cadre juridique actuel d'Eurojust, et se félicite du document qu'Eurojust a soumis à l'organe préparatoire concerné du Conseil, document qui constituera une contribution utile pour ce groupe lors des négociations;
21. invite les États membres, le Conseil, le Parlement européen et la Commission à analyser le ou les rapports annuels d'Eurojust, notamment en vue de recenser les principaux problèmes de politique pénale, les obstacles à la coopération judiciaire et les éventuelles pistes à suivre pour renforcer l'efficacité de la coopération et de la coordination judiciaires dans l'UE;
22. invite Eurojust à rendre compte, dans son prochain rapport annuel, de la mise en œuvre des présentes conclusions.